

**LE POINT
DE VUE**

de **Pascal Boris**
et **Arnaud Vaissié**

Pour une approche économique de l'immigration

L'immigration contribue à la prospérité économique d'un pays et c'est une nécessité pour un pays vieillissant. Il est important de s'accorder sur le fait qu'elle doit être gérée de manière à augmenter les richesses.

Or, en quelques décennies, le débat français sur ces thèmes est devenu volontiers idéologique. D'un côté, les tenants d'un angélisme moral, qui crient à l'atteinte aux droits de l'homme dès que la puissance publique modifie les règles d'entrée sur le territoire national. De l'autre, les partisans d'une diabolisation sécuritaire, qui associent immigration et criminalité et qui maintiennent le tabou sur les bénéfices économiques de la diversité. L'immigration est un sujet trop important pour ne retenir qu'une vision manichéenne.

Il existe des initiatives simples inspirées de ce qui fonctionne ailleurs pour permettre aux nouveaux venus sur le territoire de trouver leur place dans et par le marché du travail. Des pays comme le Royaume-Uni et la Suède ont adapté leur dispositif administratif pour refléter une conception de l'immigration centrée sur l'intégration économique. Dans ces pays par exemple, les questions d'intégration des immigrés sont principalement du ressort du ministère du Travail et non du ministère de l'Intérieur. Le travail demeure la clef de voûte d'une immigration et d'une intégration réussie.

Il est essentiel d'avoir sur ces sujets

un débat apaisé et constructif afin d'identifier, notamment en période de crise, les besoins économiques du pays en matière migratoire.

A l'instar de la Commission nationale de la négociation collective, qui est parvenue à faire avancer le débat sur le SMIC, une structure équivalente pourrait être chargée d'étudier l'impact économique de l'immigration en France. Composée à parts égales de représentants des syndicats, du patronat et d'experts qualifiés, elle proposerait des mesures tendant à privilégier la ges-

L'immigration est un sujet trop important pour ne retenir qu'une vision manichéenne.

Il faut privilégier une politique centrée sur nos besoins économiques.

tion de l'immigration en fonction des besoins de l'économie. Les représentants des employeurs et des syndicats s'accorderaient pour cibler les besoins économiques en fonction de chaque secteur d'activité. Ces recommandations bipartites seraient ensuite suivies par le gouvernement. Les avantages d'une telle concertation seraient triples : pour les employeurs, une politique d'immigration ouverte aux besoins des entreprises et l'accès à une

main-d'œuvre faisant défaut. Pour les syndicats, une immigration de travail transparente et réglementée sans ajouter d'offre de travail excédentaire dans les secteurs à chômage. Enfin pour le gouvernement, une dépolitisation du débat touchant à l'immigration.

Privilégier une immigration professionnelle, c'est de fait transformer notre regard sur la diversité dans le monde du travail.

L'entreprise qui tire son épingle du jeu au cœur de la mondialisation est nécessairement ouverte à l'innovation, diverse et multiculturelle, et ce quelle que soit sa taille. Appartenir à une minorité dite « visible », c'est apprendre à s'adapter à un environnement difficile, à concilier plusieurs cultures, plusieurs langues : pourquoi ne pas en faire des atouts ? Les plus jeunes doivent le comprendre et les décideurs les encourager dans cette voie en s'ouvrant à la différence. Aujourd'hui, c'est en variant les profils et les potentiels qu'une entreprise peut limiter le phénomène de consanguinité managériale et ainsi favoriser la créativité et l'innovation.

Le débat autour des questions d'immigration et d'intégration est souvent repris et nourri par les partis politiques, il serait bien d'entendre davantage les entreprises sur ce sujet.

Pascal Boris et Arnaud Vaissié sont cofondateurs du Cercle d'outre-Manche.